

DIXIEME ANNIVERSAIRE DU M.C.C.
Wavre, le 28 septembre 2008

I. REMERCIEMENTS

1.1. En ce jour de célébration du Xème anniversaire du M.C.C., je veux avant tout exprimer ma gratitude et mes remerciements à toutes celles et tous ceux qui ont été les fondatrices et les fondateurs de notre mouvement.

C'est grâce à leur lucidité, à leur engagement, à leur courage - il en a fallu à beaucoup d'entre eux - que nous sommes là aujourd'hui, toujours aussi convaincus, toujours aussi déterminés.

Merci à vous, fondateurs et fondatrices.

Permettez-moi, à cette occasion, de rendre un hommage plus particulier à Nathalie de t'Serclaes qui, à son grand regret, n'a pas pu se joindre à nous aujourd'hui.

Nathalie a été non seulement notre présidente pendant plus de huit ans, mais une des véritables inspiratrices de sa création. C'est au cours d'une conversation avec elle que nous avons tous les deux esquissé les premiers contours de ce qui allait devenir le M.C.C.

Merci à toi, Nathalie.

1.2. En ce jour anniversaire, je veux aussi exprimer mes remerciements à toutes celles, à tous ceux qui ont permis que cette journée soit ce qu'elle est, c'est-à-dire une grande réussite.

Merci à la Ville de Wavre

à son bourgmestre en titre, Charles Michel,
au collègue,
aux agents communaux,
pour leur accueil, leur disponibilité, leur efficacité.

Merci à l'Institut de la Providence

à sœur Astrid,
à Monsieur Calomne,
à Madame Deloge,
aux élèves de l'école de La Providence
pour la mise à disposition des locaux,
pour le service et la préparation du cocktail et des repas
sandwichs.

*Merci à l'équipe des animateurs et des puéricultrices, et du
poste Croix rouge,* qui ont pris en charge avec générosité et
créativité l'accueil des enfants.

Merci à tous les travailleurs de l'ombre, ceux qui ne sont jamais sur l'estrade ou dans la lumière des spots et qui ont pris en charge toute l'organisation de cette journée.

Merci à nos parlementaires et à nos animateurs régionaux, qui ont diffusé notre message, stimulé les énergies.

Merci à vous toutes, à vous tous,

fondeurs,

ouvriers de la onzième heure,

adhérents,

sympathisants

II. RAPPEL

C'était il y a dix ans, presque jour pour jour, dans cette même salle que le MCC a vu le jour.

C'était il y a dix ans que nous avons décidé ensemble de nous mettre en mouvement et de faire appel aux citoyens pour que les choses changent.

A la base de ce mouvement, il y avait, il y a toujours deux idées force:

1. un constat
2. une ambition

Le constat d'abord:

Je cite des phrases de notre manifeste et vous allez voir à quel point notre analyse d'alors reste d'actualité.

"La Wallonie n'est pas en très grande forme. Ses performances économiques restent trop faibles, sa croissance reste trop lente, son chômage trop élevé."

Et nous poursuivions, je cite toujours:

"La coexistence à l'intérieur d'un même pays, d'une Wallonie (économiquement) faible et (financièrement) assistée, d'une Flandre dynamique et sûre d'elle-même, d'une capitale disputée et encerclée, constitue une menace réelle pour la viabilité de l'Etat belge.

Moins nombreux, moins riches, affaiblis par nos divisions, corsetés par nos pesanteurs, nous risquons de plus en plus d'être dépossédés d'un pays que nos pères ont fait et qui fut jadis un modèle de démocratie et de prospérité".

Face à cette situation, nous affirmions une ambition: faire appel aux citoyens pour organiser de nouvelles forces politiques. Je cite:

"Toute la vie politique de notre pays tourne, en réalité, autour des partis politiques."

"Et parmi ceux-ci, il y en a un, le PS, qui occupe, en particulier dans le Sud du pays, une position dominante sinon hégémonique."

"Cette domination a pour effet d'ériger en système le clientélisme, les nominations partisans, les baronnies sous-régionales basées sur tout un réseau des structures publiques et parapubliques qui entretiennent des rentes de situation sinon de véritables prébendes.

Pour casser le corset qui ankylose la Wallonie, pour créer un appel d'air, nous affirmons qu'il est urgent et nécessaire de mettre fin à l'hégémonie du PS.

Notre ambition est d'aider à déplacer le centre de gravité de la vie politique en Wallonie et, par voie de conséquence, dans l'ensemble du monde francophone de Belgique."

Personnellement, je ne crois pas qu'il y ait un mot à changer dans ce qui a été et continue d'être la raison d'exister du MCC.

III. AUJOURD'HUI

J'en viens maintenant à la situation de notre pays aujourd'hui.

Le moins que l'on puisse dire est qu'elle est délicate, et même difficile.

3.1. Elle est délicate, d'abord, et même difficile sur le plan économique.

La croissance économique, chez nous comme chez nos voisins, ralentit de jour en jour.

L'inflation est élevée.

Les prix de l'énergie atteignent des niveaux records.

Beaucoup de gens ont des difficultés à remplir leurs cuves de mazout.

On rogne sur certaines dépenses, de plus en plus de consommateurs doivent se rabattre sur des viandes de moindre qualité.

Dans le même temps, le monde entier connaît une crise financière comme on n'en a plus connu depuis 1929, le crédit devient plus cher, les faillites d'institutions de crédit se multiplient, les banques prêtent moins facilement. A quoi il faut ajouter que la situation budgétaire est serrée.

Cette situation exige des mesures d'urgence.

1/ au niveau international, une meilleure régulation et un meilleur contrôle des produits financiers: la crise des "*subprimes*" aux USA est un scandale du laisser-faire et du capitalisme sans règle, sans morale, et pire sans intelligence. Il faut le dire avec force : il y a des irresponsables et même des délinquants parmi les opérateurs du système financier international. Et certains de ceux-là méritent plus un jugement et une sanction qu'un parachute doré.

2/ au niveau national, il faut que le gouvernement s'occupe de la situation économique du pays et en particulier du pouvoir d'achat des plus modestes. Cela fait 15 mois maintenant que nous les avons élus ; Il est plus que temps qu'ils se mettent au travail !

3/ au niveau budgétaire, il faut concentrer les maigres marges disponibles exclusivement sur ceux qui en ont le plus besoin.

Quand on a 1.000 euros par mois de revenu, payer 1.000 litres de mazout, c'est tout autre chose que pour ceux qui gagnent 5, 6 ou 7.000 euros.

3.2. Sur le plan institutionnel, la situation est elle aussi délicate - et le mot est faible - et elle entraîne les spéculations et les peurs les plus folles.

Je rencontre chaque jour au Parlement européen des collègues qui me demandent si la Belgique existe toujours ou pendant combien de temps elle va encore exister.

Il faut sortir d'urgence de cette frénésie du pire. Ce pays est le nôtre et je veux qu'il le reste.

Pour y arriver, il y a quelques principes simples à respecter:

1/ Il faut - même si nous ne sommes pas demandeurs - accepter de s'asseoir à table et de négocier une nouvelle réforme de l'Etat.

Vouloir la Belgique, c'est accepter de la réussir avec ceux des Flamands – et ils sont majoritaires - qui, eux aussi, veulent qu'elle réussisse.

2/ Ce sont les modérés qui doivent donner le ton.

Les extrémistes de la NVA étant sortis de la négociation, les francophones ne doivent pas continuer à raisonner dans la logique du pire.

3/ Il n'y a pas d'autonomie sans responsabilité. Bien sûr la solidarité financière est une nécessité entre les régions les plus riches et celles qui le sont moins. Cette solidarité existe dans tous les Etats fédéraux ou fédérés – et c'est une pierre angulaire de la construction européenne.

Mais une fois que cette solidarité est garantie – de manière sérieuse et transparente, les Régions doivent assurer le financement des politiques qu'elles mènent et des choix qu'elles font. Le fédéralisme de consommation est une fausse solution : il ne stimule pas, il endort, il déresponsabilise, et, en déresponsabilisant, il crée une mentalité d'assisté.

4/ Le fédéral doit être correctement financé. Nous voulons tous, du côté francophone, le maintien d'un système fédéral de sécurité sociale. Nous avons raison. La solidarité entre les personnes, en particulier dans les périodes délicates – maladie, invalidité, chômage, vieillesse – est ce qui constitue et qui justifie l'existence d'un Etat démocratique moderne.

Mais cette solidarité pour qu'elle soit réelle, il faut qu'elle dispose d'un financement adéquat.

Comment l'Etat fédéral pourra-t-il demain, assurer le paiement des pensions, des allocations de chômage, des

soins de santé, si nous ne lui garantissons pas les recettes pour le faire ? Et ce sera encore plus vrai demain compte tenu du vieillissement de notre population.

Je crois profondément qu'il y a au Nord, au Centre et au Sud du pays, assez de responsables politiques modérés, intelligents et responsables pour relever ces défis et négocier un nouveau compromis des Belges, mais il est temps qu'ils s'y mettent.

Le pourrissement actuel déconcerte nos voisins, déstabilise les honnêtes citoyens et renforce chaque jour les extrémistes.

Alors, au travail !

III. Troisième grand défi à relever : rendre confiance dans l'avenir. J'ai été frappé ces derniers temps par la lecture du résumé d'un ouvrage qui essaie « d'identifier » les grandes cultures ou les types de sociétés qui se partagent le monde aujourd'hui.

Il en identifie trois ou quatre, mais je n'en ai retenu que trois.

- 1) Les sociétés de la peur, celles où les citoyens ont peu confiance dans l'avenir, où ils craignent la mondialisation, l'immigration, le terrorisme, la maladie. Pour l'auteur c'est plutôt le cas de la civilisation européenne.
- 2) Les sociétés du ressentiment qui sont malheureusement le fait de beaucoup de populations du monde arabo-musulman.
- 3) Les sociétés de « l'appétit », celles qui apparaissent dans les pays émergents, la Chine, l'Inde, le Vietnam, l'Indonésie ou le Brésil, où les citoyens ont foi dans l'avenir, ont envie de réussir, de devenir aussi bons que les meilleurs, de les dépasser, même.
- 4) Même si ce schéma est un peu trop simple, il me semble qu'il dit quelque chose qui doit nous interpeler tous et qui est dans une certaine mesure, le cœur du message du MCC. Il faut retrouver l'appétit de l'avenir, réapprendre à mordre dans le futur comme dans un fruit, viser l'excellence. Et il faut le faire en pensant à tous les citoyens.

Etre MCC, c'est vouloir une société dynamique, performante, mais aussi solidaire.

C'est être assez libéral pour encourager le dynamisme, l'esprit d'entreprise, la concurrence loyale, la réussite.

Mais c'est aussi – et aussi fort – être assez social pour veiller à ce que tout le monde bénéficie de la solidarité de tous, et plus particulièrement encore dans les périodes les plus difficiles.

Etre MCC c'est avoir l'appétit de l'avenir et dresser la table pour que tous puissent manger à leur faim. C'est tout le bonheur que je vous souhaite. Rendez-vous dans 10 ans.

Gérard DEPREZ